

TRIBUNE

LE JOURNAL DU PLR VAUDOIS | N° 10 | MERCREDI 27 NOVEMBRE 2024

Sommaire

Édito – Mibé	2
Politique fédérale: retrait en capital LPP	4
Politique fédérale: sécurité	5
Les députés en action	10
JLRV	12
Appel de fonds	13
Actu PLR Vaud	14
Frivolités essentielles	16

Retour de balancier

Peut-être bien la fin du wokisme ?



Message de la présidente
Sécurité dans l'espace public
et deal de rue

Page 3



Dossier démocratie
CH et USA: deux visions
de la démocratie

Pages 8-9



Point fort
Efficiencé de l'État: une
alternative à Elon Musk ?

Page 11



Dans le monde
Europe-Amérique:
le fossé atlantique

Page 15



Deux dossiers «chauds» dans cette édition: le wokisme dit cancel culture et la démocratie. Deux thèmes-phares de la réélection de Donald Trump qui auront des effets à l'échelle planétaire. Coup de balancier électoral vers le conservatisme. Analyse et commentaires...

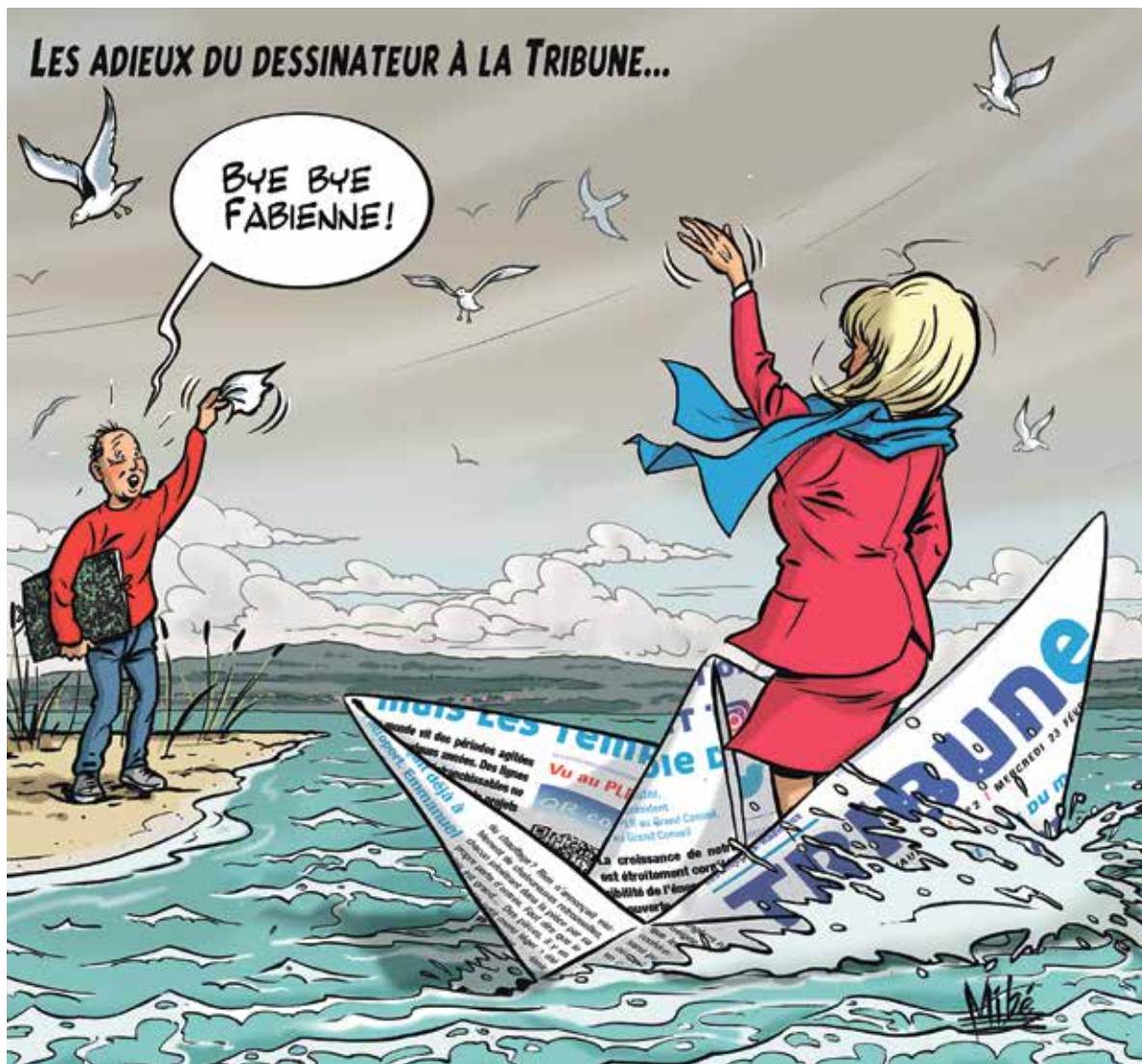
Pages 6-7

Il faut faire avec...

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Cette édition de **TRIBUNE** a fait une large place à la réélection de Donald Trump tant les conséquences pourraient toucher notre pays, l'Europe et le nouveau monde en train de se créer. Un événement majeur. Il était donc bien de parler dans deux dossiers complémentaires de wokisme et de démocratie car dans les deux cas, le président élu a joué et continuera de jouer un rôle important pour ne pas dire fondamental. Justice, presse, droit international remis en cause, l'humanisme universel contesté...

Nous voilà pris au piège entre deux mouvements de balanciers, du progressisme sauvage et omniprésent dans lequel nous vivons depuis une bonne dizaine d'années au conservatisme et à l'autoritarisme le plus extrême que représente désormais le nouveau président des États-Unis, élu par un peuple, en toute connaissance de cause et qui a réussi à parler vrai, même en mentant, sans langue de bois, clairement, se présentant comme le rempart contre le wokisme sous tous ses aspects et la gauche radicale qui bafoue, selon lui et ses partisans, les valeurs d'une société forte. La masculinité et le retour de la puissance au plus fort ont été sollicités par un peuple tout entier, sans appel, qu'il soit éclairé ou pas. À nous de respecter cette décision mais en mettant nos forces en action pour sauver les meubles... Nos meubles qui comme dans un tsunami risquent bien de tomber en morceaux... Peu importe que nous soyons fan ou détracteur de cet homme, devenu incontournable pour quatre ans, dont les décisions et le cabinet hétéroclite et bizarre veut redessiner le monde occidental, pour sa perte ou une renaissance prospère. Rien ne sert de palabrer. Il nous faut apprendre à faire avec comme on dit. Et d'agir enfin avec courage pour la propre défense de nos intérêts. La guerre mondiale est déjà là. Ridicule de parler de guerre mondialisée par peur de dire les mots justes. La guerre est là. Pas d'autres choix que de s'y préparer. Cela sera dur, difficile. Il faudra faire des sacrifices, changer nos habitudes... Bref, nous défendre et nous reconstruire un avenir.



Mibé : talent, gentillesse et amitié

Que le temps passe... notre fidèle dessinateur de presse Mibé, de son vrai nom Michel Berger, nous offre ici son dernier coup de crayon. Le voilà à la retraite...

Sa planche à dessins, ses crayons de couleur ne s'activeront plus pour **TRIBUNE** après douze ans d'une heureuse collaboration (et même un an de plus si l'on compte la « Nouvelle Revue »).

Une page qui se tourne. Il a plein de projets artistiques, on ne se refait pas... Souhaitons-lui un magnifique nouveau départ et un immense merci pour cette amitié qui s'est fortifiée au cours du temps.

Comme cadeau de Noël nous le retrouverons une dernière fois dans l'édition électronique de **TRIBUNE** en décembre.

Sécurité dans l'espace public et deal de rue

Il est temps d'agir et vite !

par Florence Bettschart-Narbel,
présidente PLR Vaud, députée

«On marche sur la tête dans ce canton: il est interdit de cueillir des champignons chaque première semaine du mois, mais on peut dealer dans nos villes en toute impunité». C'est par ces mots que notre vice-président Grégory Bovay a décrit la situation en matière de sécurité de l'espace public lors de la conférence de presse du PLR Vaud et de trois sections PLR urbaines, soit Lausanne, Yverdon et Vevey.

Nous martelons depuis des années que la situation relative au deal de rue, à la politique de la drogue, à la sécurité dans l'espace public se péjore. Dans de nombreuses villes vaudoises, les citoyens se sentent de plus en plus exposés à des activités illégales et à l'insécurité ambiante. Or, la sécurité est un droit fondamental.

Depuis quelques mois, cela est tellement intenable que les municipalités des villes susmentionnées ont appelé à l'aide le Canton et demandé des assises de la chaîne pénale.

Ce réveil tardif des municipalités de gauche démontre le laxisme dont elles ont fait preuve durant ces dernières années. Leurs politiques favorisent un environnement où la consommation de drogues et le deal de rue prospèrent au détriment de la tranquillité publique et de la sécurité des habitants. Le PLR considère que ce n'est pas en organisant des assises que la situation va s'améliorer.

Aujourd'hui, il faut agir et faire des propositions concrètes. Le PLR a déposé plusieurs textes au sein des conseils communaux ainsi qu'au Grand Conseil, afin d'exiger des actions fermes et efficaces pour lutter contre l'insécurité dans l'espace public.



Ainsi, l'accueil à bas seuil dans le canton (espaces de consommation sécurisés, lieux pour manger et dormir, ...) est ouvert à toutes et tous sans nécessité de donner son identité contrairement aux villes suisses allemandes, ce qui provoque un appel dans les villes romandes. Comme l'a dit la présidente du PLR Lausanne, Mathilde Maillard, *«le message est clair: il faut rendre nos villes à leurs habitants et enfin s'occuper des gens honnêtes qui respectent les lois»*.

Par ailleurs, contrairement également aux villes en Suisse allemande, la collaboration entre police et assistants sociaux ne fonctionne pas bien. Or, ce système a fait ses preuves et permet d'aider adéquatement les toxicomanes qui dépassent les bornes.

Autre sujet d'inquiétude: les prisons. Celles-ci étant pleines, des solutions provisoires doivent être trouvées pour faire face à la surpopulation carcérale, en particulier en augmentant la pose

de bracelets électroniques. Un accent doit être mis sur la prévention peu existante à notre avis. Enfin, la police et les autres intervenants *«feux bleus»* doivent être soutenus par les différents pouvoirs publics lorsqu'ils subissent des violences et être informés de leurs droits.

Des postulats et interpellations ont d'ores et déjà été déposés sur ces thématiques.

Notre objectif est limpide: mettre fin à l'impunité et rétablir un climat de sérénité pour tous.

Des solutions provisoires doivent être trouvées pour faire face à la surpopulation carcérale, en particulier en augmentant la pose de bracelets électroniques.

Pour votre publicité dans

TRIBUNE

urbanic
Régie publicitaire

Chemin de Sous-Mont 21 - 1008 Prilly - info@urbanic.ch - Tél. 079 278 05 94

Retrait en capital LPP : pourquoi rompre le contrat entre le citoyen et l'État ?

par Pascal Broulis,
conseiller aux États

Les questions liées à la prévoyance ont marqué l'agenda politique de cette année. Après l'approbation de la 13^e rente AVS et le rejet de la réforme sur la prévoyance professionnelle, les retraites ont occupé plus que jamais le devant de la scène. Toutefois, de nombreuses questions restent sans réponse.

Quel sera le mode de financement de la 13^e rente ? Comment ouvrir davantage le 2^e pilier aux femmes ? Comment s'assurer une retraite suffisante avec des emplois multiples ? À ce jour, aucune solution n'a été préparée de manière complète, puis validée par le Parlement fédéral. Nous aurons également à examiner la proposition que je soutiens pleinement à savoir que les couples doivent bénéficier de deux rentes AVS complètes et non une rente et demie.

En tant que PLR, nous devons nous saisir de ces questions. Nos valeurs de liberté, de responsabilité et de solidarité doivent nous guider dans nos réflexions



et nos actions. Le peuple a approuvé la 13^e rente, ce choix nous oblige à trouver une solution de financement. L'amélioration de l'accès à la prévoyance professionnelle pour les femmes et les personnes qui cumulent les emplois n'était pas contestée durant la campagne, il est ainsi nécessaire de reprendre ces volets pour améliorer dans les meilleurs délais nos retraites. C'est sur ce dernier volet qu'avec plusieurs collègues PLR, nous avons déposé une série de textes pour reprendre ces principales pistes, que la presse a qualifiées « *d'offensive du PLR* ». Ces propositions permettront d'augmenter sur le long terme les rentes des personnes qui multiplient les emplois et des femmes en particulier. À l'heure où la Confédération se serre la ceinture, plusieurs pistes examinées par le Conseil fédéral prévoient notamment d'alourdir la fiscalité liée aux retraits en capital du 2^e et 3^e piliers. Ces attaques risquent de rompre le « *contrat* » passé entre l'État et le citoyen dans lequel

les retraits en capital de prévoyance bénéficient d'avantages fiscaux. En supprimant ces avantages, on diminue en effet le succès des 2^e et 3^e piliers, ce qui entraîne une baisse à long terme du niveau des rentes et, par conséquent, la qualité de vie des retraités puisque notre système de retraite repose principalement sur deux de nos valeurs qui nous sont chères à savoir la responsabilité et la solidarité, je m'opposerai avec force à ces deux propositions. Enfin, selon un récent baromètre de la prévoyance annuelle réalisé par une banque, près de 61 % des jeunes de 18 à 30 ans possèdent un 3^e pilier. Alors qu'en 2022, ce chiffre s'élevait à 53 %. Les jeunes sont de plus en plus soucieux d'améliorer leur retraite. Toutefois, à la suite d'une intervention que j'ai déposée, le Conseil fédéral a reconnu que les jeunes salariés et les apprentis étaient pénalisés s'ils débutaient leur 3^e pilier avant l'âge de 25 ans pour les futurs rachats qu'ils

souhaiteraient faire dans le cadre de leur 2^e pilier. Pour corriger cette injustice, je déposerai en décembre une motion pour que nos jeunes ne soient plus injustement pénalisés, au contraire ils doivent être encouragés à améliorer leur retraite.

Près de 61 % des jeunes de 18 à 30 ans possèdent un 3^e pilier. Alors qu'en 2022, ce chiffre s'élevait à 53 %.

Fiduciaire
PAUX Conseils
& Gestion

- Conseils fiscaux
- Gérance/ Administration PPE
- Comptabilité

Rue de la Gare 15 - 1110 Morges
Tél. 021 803 73 11
info@paux.ch - www.paux.ch

Sécurité : on ne peut pas toujours compter sur les autres

par Jacqueline de Quattro,
conseillère nationale PLR Vaud

L'élection de Donald Trump suscite de nombreuses inquiétudes partout dans le monde. En Suisse aussi. L'imprévisibilité et les excès du nouveau locataire de la Maison-Blanche interpellent. Car ses décisions auront un impact sur notre pays notamment au niveau de la sécurité.

La grande incertitude pour la sécurité européenne et donc aussi pour celle de la Suisse, est de savoir dans quelle mesure les États-Unis voudront rester une puissance régulatrice mondiale ou s'ils suivront une tendance de plus en plus isolationniste.

Les menaces de Donald Trump montrent qu'il y a un risque de désengagement de la part des États-Unis en matière de défense en Europe. Sa position sur l'engagement américain au sein de l'OTAN n'est pas claire non plus. Ces doutes engendrent un climat de fortes craintes auprès de nos voisins comme je l'ai constaté lors d'une récente session parlementaire de l'Alliance atlantique à Bruxelles.

Si les États-Unis devaient se retirer de l'OTAN et que l'Ukraine perde la guerre par manque de soutien, ce serait la porte ouverte aux armées de Poutine pour lancer une attaque dans la zone d'influence sur le flanc est. Nul ne sait où et quand il s'arrêterait. Ce qui entraînerait inévitablement des répercussions sur l'environnement sécuritaire de la Suisse.

Aux incertitudes américaines s'ajoutent les conflits au Moyen-Orient, les tensions entre les deux Corées, la montée de puissances régionales rivales. Sans oublier les menaces liées aux nouveaux conflits hybrides qui surgissent dans tous les espaces et domaines, y compris internet et les réseaux sociaux.



Que ce soit le terrorisme, la désinformation, la radicalisation des jeunes par le biais des réseaux sociaux, les attaques cyber, une toutes les huit minutes, la Suisse n'est pas à l'abri de ces dangers. Ces actes malveillants cherchent aussi bien à fragiliser les fondements de notre État de droit qu'à saper la confiance des citoyens à l'égard de nos institutions. Une situation qui peut conduire à des réactions extrêmes, voire des violences.

La loi du plus fort est de retour. Nous devons le plus rapidement adapter rapidement notre politique de sécurité aux nouveaux défis. Nous devons renforcer nos propres capacités de défense. D'autant que la Suisse fait partie de l'architecture de sécurité européenne.

Mais il faut aussi durcir notre législation sur la sécurité intérieure. Comment pouvons-nous tolérer que le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, organise des camps d'entraînement dans notre pays comme le révèlent nos Services de renseignements. Enfin, il est

essentiel de resserrer les liens avec les démocraties qui partagent nos valeurs. Notre réponse doit à la fois être ferme et globale. D'autant plus qu'avec la chute du Mur de Berlin, notre politique de sécurité a été souvent reléguée au second plan. Cela doit changer. Et rapidement. La sécurité est l'une des conditions fondamentales d'un État de droit souverain, d'une vie libre et d'une économie prospère. Car on ne peut pas toujours compter sur les autres.

Comment pouvons-nous tolérer que le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, organise des camps d'entraînement dans notre pays ?

Continuez de nous suivre



Instagram

[instagram.com/plrvaud/](https://www.instagram.com/plrvaud/)



[facebook.com/
PLR.LiberauxRadicauxVaudois/
@PLR.LiberauxRadicauxVaudois](https://www.facebook.com/PLR.LiberauxRadicauxVaudois/)



[@PLR_VD](https://x.com/PLR_VD)



Page LinkedIn
[PLR.Liberaux-Radicaux Vaud](https://www.linkedin.com/company/PLR.Liberaux-Radicaux-Vaud)

Le wokisme, un combat qui se retourne contre lui-même

par Enzo Santacroce,
président de la Commission
formation du PLR Vaud

Qu'est-ce que le wokisme? Pour le comprendre, il faut remonter à l'année 2008 où ce terme devient populaire grâce à la chanson d'Erykah Badu intitulée *Master Teacher*. Dès 2014, la notion «*woke*», issue du verbe anglais «*awake*», est utilisée par des activistes à la suite du meurtre par la police de l'Afro-Américain Michael Brown.



En Europe, la vague woke déferle par le biais du mouvement #Black Live Matters en 2016.

Les motifs de la mobilisation, organisée essentiellement via les réseaux sociaux, s'articulent principalement autour de l'idée que nos sociétés occidentales sont gangrénées par les relations entre les dominants et les dominés. Plus précisément, l'homme «*Blanc*» est accusé d'avoir colonisé et asservi les personnes de couleur ou «*Racisées*» lors des différentes guerres et conquêtes territoriales.

Le mouvement Black Live Matters affirme que le racisme est produit par le système dans son entier via les administrations, les écoles, le monde professionnel. C'est ce qui explique qu'en 2020 des statues à l'effigie de Christophe Colomb ou de l'ancien premier ministre Winston Churchill ont été déboulonnées sous prétexte qu'ils étaient racistes. Cette destruction est présidée par la volonté d'effacer de l'histoire les traces du colonialisme. C'est ce qu'on appelle la cancel culture.

À cette lutte contre le racisme se joint celle menée par l'ensemble LGBTQIA+ (Lesbienne, Gay, Bisexuel, Transgenre, Queer, Intersexe, Asexuel et Aromantique) pour la reconnaissance des identités non-genrées, soit celles non basées sur le sexe biologique, car ce

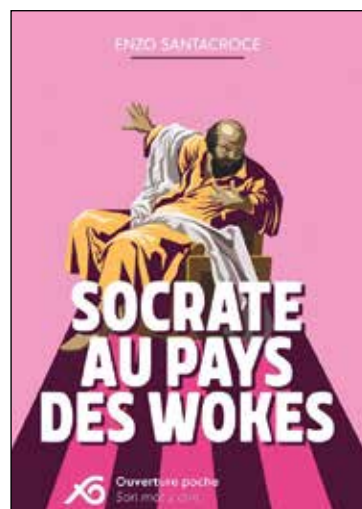
qui relie les «*racisés*» et les «*non-binaires*» est le fait d'appartenir à des minorités.

L'idéologie woke s'est répandue en Occident, y compris en Suisse. Dans les milieux de la formation, médiatiques, du travail, ainsi que dans les administrations publiques la revendication de quotas visant une discrimination positive revient en force ou la demande de construire des WC non-genrés fait de plus en plus son apparition. Un autre exemple est la banalisation, chez les jeunes adultes, de la question de savoir s'ils s'identifient à leur sexe biologique.

Ces illustrations montrent que le wokisme dérive, car il part du principe

que la naissance assigne aux individus des attributs (la couleur de la peau, les organes sexuels) qui sont des punitions que seule la destruction des normes dominantes pourra abolir. Contre ce discours consacrant la victimisation, nous pensons que la vie est une chance pour les individus de s'engager librement dans des projets, et ce quelles que soient leur origine ou la couleur de leur peau. De là naîtra la diversité des ambitions et des chemins qui, en se concurrençant, dynamisera la société. C'est ici un des principes fondamentaux de la démocratie que le wokisme remet dangeureusement en question, raison pour laquelle nous nous devons de ne pas nous effacer nous-mêmes.

Cette destruction est présidée par la volonté d'effacer de l'histoire les traces du colonialisme. C'est ce qu'on appelle la cancel culture.



Socrate au pays des wokes | Fondation et éditions Ouverture

Harry, alias Socrate, est un professeur de philosophie à la réputation sulfureuse. Sérieux mais provocateur, il suscite aussi bien l'agacement de ses collègues que l'admiration de ses étudiants. Son assise est telle que personne n'ose vraiment se confronter à lui. Un jour, lors d'un de ses cours, il dérape et déclenche une réaction spectaculaire auprès [...]

editionsoverture.ch

Disponible chez Payot

Un peu de courage que diable...

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Nous voilà à l'heure des retours de balancier et cela dans bien des domaines, social, sociétal, sexuel, politique, économique. À force de progressisme déclaré, revendiqué par une gauche mondiale activiste, remettant en question l'histoire, les valeurs, l'analysant avec les yeux d'aujourd'hui, pour le moins par les yeux d'une minorité qui au nom de la bienpensance se permet de juger, de calomnier, de détruire tout individu qui aurait le culot, l'outrecuidance de s'y opposer.

Par souci de «*paix des ménages*», la grande majorité des citoyens est restée discrète, voire absente de ce débat sociétal qui a aujourd'hui pris le pas sur le politiquement correct. On se disait tolérants. Mais cette tolérance est aujourd'hui contredite dans les faits. Les «*wokes*» ne sont pas tolérants et nous, nous l'avons été beaucoup trop. Nous n'avons pas été courageux en osant dire NON suffisamment fort et suffisamment tôt. Beaucoup de nos concitoyens ne savent pas encore ce qu'est réellement le wokisme qui a pourtant envahi notre vie quotidienne.

Cette vision «*cancel culture*» s'est introduite subrepticement un peu partout jusqu'à l'écriture inclusive, dans la presse et les administrations alors que l'Académie française ne la reconnaît pas. Une minorité d'intellectuels de gauche a décidé d'imposer sa volonté dans les écoles, à l'université et même dans la gouvernance des entreprises qui ne voulaient pas prendre le risque de se voir mettre au ban par les consommateurs. Le boycott n'est jamais bon pour les affaires alors on préférerait se taire, s'adapter, faire le dos rond, mieux, être dans la tendance progressiste, jusqu'au moment où le balancier va trop loin et là tout peut basculer vers un retour au conservatisme, parfois même le plus outrancier : un retour à la pudibonderie



après le libertinage. La pénalisation de l'avortement, les femmes à la maison pour faire des enfants. La loi du plus fort. L'identité de genre est devenue ces dernières années un «*phénomène de mode*». La protection des homosexuels (qui était indispensable), l'acceptation des transgenres ont été promues par les Gay Pride, et leurs excès se sont mis petit à petit à déranger. Rappelons-nous les réactions épidermiques à la scène libertine LGBT+ queers des JO de Paris. Certains n'ont retenu que cela... Après avoir contraint les restaurateurs à créer des toilettes différenciées Homme et Femmes il y a quelques décennies, voilà que l'on demande le retour des WC non genrés pour permettre à une toute petite minorité de personnes de se sentir à l'aise... Les minorités imposent donc aujourd'hui leur vision et c'est valable partout.

Le colonialisme reste le grand démon des «*wokes*», fauteur de troubles, responsable de tout, méprisant les faibles pour l'enrichissement des plus privilégiés. À détruire absolument. Sauf que les colonisateurs effectifs d'aujourd'hui sont différents, les Chinois, les Russes... Pas beaucoup de «*wokes*» pour défendre les peuples africains d'aujourd'hui. Les «*wokes*», guidés seulement par leur idéologie de démolition de la société actuelle, sont souvent peu connaisseurs des faits historiques. Ils interprètent... Ils créent un château de cartes prêt à s'effondrer... Mais la société se réveille dans les urnes et des personnalités conservatrices, excessives, antiwoke comme Donald Trump, Giorgia Meloni sont élus et eux ils ne vont pas faire dans la dentelle. Il vont la démolir la société woke. Mais pas qu'elle. Avec autoritarisme et sans état d'âme.

Il faut aujourd'hui être courageux pour aborder le wokisme en le critiquant. Sur les réseaux sociaux, je serai certainement démolie par une horde de haineux, m'insultant, me menaçant. Mon courage a donc des limites mais dans **TRIBUNE** du PLR Vaud, c'est une toute petite pierre à ce combat. Soyons nombreux à le prendre à bras-le-corps. Merci à Enzo Santacrose de l'avoir fait...

Les «*wokes*» ne sont pas tolérants et nous, nous l'avons été beaucoup trop.

Suisse et USA : deux visions de la démocratie



par Olivier Meuwly,
politologue et historien

Dans les années quarante et cinquante au XIX^e siècle, on les appelait les sisters republics, tant les États-Unis et la Suisse semblaient partager un destin similaire, au firmament d'un idéal démocratique alors partagé par très peu de pays. De fait, piliers d'une démocratie encore fragile, les deux États ne cessèrent de s'influencer mutuellement, de se suggérer les institutions à même de concilier démocratie et respect de la souveraineté de leurs entités fondatrices.

Dès leur naissance, les anciennes colonies britanniques étaient organisées autour d'assemblées communales, probablement imitées de nos antiques Landsgemeinden. C'étaient les town-meetings, tant admirées par Alexis de Tocqueville. Retour de balancier au début du XVIII^e siècle. Depuis que la Suisse s'est transformée en République en 1798, mais aussi en champ de bataille de l'Europe, les troubles entre républicains ardents et partisans

d'un fédéralisme strict sont incessants. En 1801 est discuté une nouvelle Constitution appelée projet de la Malmaison. Un compromis imité du modèle américain est discuté, mais la Constitution ne verra pas le jour.

Parvenu au pouvoir, Bonaparte impose en 1803 l'Acte de Médiation, qui restaure partiellement la structure fédéraliste de l'ancienne Confédération. Confirmé en 1815, elle s'avère insuffisante aux yeux des libéraux, qui échouent, en 1832, à réformer les institutions du pays. Les radicaux entendent parachever le travail, mais la question, cruciale, de la place des cantons face à une Confédération renforcée hante les esprits et menace de faire capoter le projet de Constitution que discute la Diète en mars 1847.

Sous l'impulsion du philosophe lucernois Ignaz Vital Troxler, elle s'accorde in extremis sur un système bicaméral importé des États-Unis. La Constitution est sauvée mais notre système diffère de son modèle par une attribution de compétences identiques aux deux Chambres composant le Parlement.

Nouvelle traversée de l'Atlantique à la fin du XIX^e siècle, dans le sens des États-Unis cette fois. En 1874, la Suisse, qui débat depuis 1848 d'un nouvel équilibre entre cantons et Confédération, bouleversé par l'essor des chemins de fer et la mobilité accrue des individus, se dote d'une nouvelle Constitution. Elle introduit une réforme cardinale avec le référendum législatif facultatif. Or cette innovation ne passe

pas inaperçue aux États-Unis où des personnalités éminentes s'en font les vigoureux propagandistes. Au même moment, comme en Suisse, des conflits avec les propriétaires de lignes de chemins de fer stimulent une réaction populaire qui voit dans une démocratie directe le moyen de contrer leur influence.

La Californie s'engouffre la première dans la brèche. Aujourd'hui, tous les États, sauf le Delaware, possèdent de tels outils, plus ou moins développés. Mais une institution, centrale aux USA, ne trouvera pas d'écho en Suisse : la Cour suprême. Les Suisses en débattent en 1874, pour la rejeter : le peuple décide, pas le juge. Les États-Unis ne toléreront les droits populaires qu'au niveau des États.

Mais une institution, centrale aux USA, ne trouvera pas d'écho en Suisse : la Cour suprême.

Un retour de balancier qui va faire mal...

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

La réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis marquera l'histoire américaine. Mais pas seulement. Ici n'est pas mon propos d'approuver ou non le choix du peuple US. Il l'a fait en parfaite connaissance de cause.

Sachant qui est cet homme contesté, détesté, haï ou idolâtré comme un messie, à choix. La démocratie a fonctionné car le vaincu a accepté sa défaite. Résultat clair et net. Le président élu, avait prévu avocats et actions en justice à la pelle en cas d'échec. Que se serait-il passé ? On ne le saura jamais. Et dans le fond heureusement. Il faut ainsi « *faire avec* » comme on dit... Donald Trump est élu. Kamala Harris est battue. Point barre.

Un grand souci tout de même : la justice sera-t-elle si indépendante que ça aux États-Unis ? La Cour suprême est désormais politisée et pour des décennies vu que les juges y sont nommés à vie... Le nouveau ministre de la justice, l'attorney général désigné, sont les avocats personnels du futur président qui ne cacheront pas leur volonté de mener en justice les anciens cadres démocrates qui leur ont mis des bâtons dans les roues. Revanche et punition. Une tendance à la hongroise, à la russe... Pareil pour la presse. Certains médias dits démocrates ont déjà ou sont en train de faire allégeance au nouveau pouvoir pour éviter les représailles, la démocratie de ce point de vue est en danger. Les contre-pouvoirs seront-ils assez puissants pour éviter ces débordements institutionnels ?

Dans tous les cas, rien ne sert de s'offusquer, de jouer les veuves effarouchées. Le nouveau président présidera beaucoup par décret pour aller vite, comme la Constitution le lui permet et



nous devons apprendre vite fait bien fait de nouveaux mots : l'adaptation, le courage, la créativité, l'action, faute de ne pas l'avoir fait plus tôt.

L'Amérique profonde se voulait un chef, même contesté, contestable mais qui avait un mérite non négligeable à leurs yeux, celui de dire ce qu'il pense, d'annoncer des actions concrètes et qu'il va à coup sûr appliquer. Il est devenu l'anti langue de bois, brusque, grossier souvent mais d'une clarté simple à comprendre pour les moins érudits de ses concitoyens. Il a travaillé les émotions. Il sent les choses. Il a de l'instinct. Le voilà finalement revenu à ses années de jeunesse, les années soixante où le mâle blanc avait encore toute sa place, la femme pas encore libre de son corps, à la maison avec les enfants. À qui on offrait pour son anniversaire le dernier modèle de machine à laver... Un retour en arrière sociétal où la famille et la religion redeviennent le maillon le

plus fort de la communauté. Le premier, le seul. Les électeurs afro-américains comme les latinos, historiquement démocrates, ont, surtout les hommes, voté en nombre pour un mâle blanc qui va défendre la masculinité et contrer l'immigration illégale qui les envahissent aussi. Trump est ainsi devenu le justicier, le redresseur de torts et l'ennemi farouche du wokisme qui ne reconnaît pas les genres et fait de la sexualité choisie un de ses fondements. L'adversaire résolu de cette gauche radicale qui soutient l'islamisme politique. Cette gauche progressiste qui remet les valeurs traditionnelles au placard, cette gauche non libérale qui veut que l'État central s'occupe de tout. Bref Donald Trump, malgré tous ses excès s'est aussi fait le champion du fédéralisme, voulant réduire l'influence de l'État central à une place congrue. Un peu comme chez nous dans le fond. Ce n'est pas à la Berne fédérale de tout

décider. Tout est question d'équilibre. Ses électeurs ont voulu un retour de balancier. Ils ont réussi... Un balancier à l'autre extrême qui va aussi inquiéter. Qu'on aime ou qu'on n'aime pas Donald Trump, il est là. Ses actions auront de l'importance, parfois existentielles. J'aurais aimé être une petite souris pour entendre les propos officieux des grands de ce monde au G20 de Rio... Sûr qu'ils n'ont parlé que de lui... C'est inévitable... Eh oui, il faudra bien faire avec...

Trump est ainsi devenu le justicier, le redresseur de torts et l'ennemi farouche du wokisme.

De quoi parle-t-on au Grand Conseil en ce mois de novembre ?

par Jérôme Thuillard,
secrétaire général adjoint,
conseiller communal

Le mois de novembre au Grand Conseil est, comme dans tous les législatifs, le mois « avant le Budget » : l'étude de ce dernier est déjà entamée et notre députation est dans les starting-blocks. Mais pour l'heure, nombre d'autres objets de société ont occupé les membres du Groupe PLR.

Ainsi, **Nicolas Suter** a déposé un postulat qui fait suite à celui du conseiller aux États **Pascal Broulis** (déposé lors de la dernière session des Chambres fédérales) et à l'étude vaudoise de 2014 concernant les éventuelles conséquences de l'acceptation de l'initiative « *Ecopop* » menée dans le cadre du rejet par le Conseil d'État de ladite initiative. Ainsi le postulat pose la question suivante : quid du canton de Vaud dans une Suisse limitée à 10 millions d'habitants ? L'objet demande un rapport sur les conséquences démographiques et économiques d'une limitation de la population vaudoise à un million de personnes, de même que l'impact d'un éventuel vieillissement de la population sur le système de santé et de prévoyance.

Quant à elle, la désormais célèbre loi sur la préservation du patrimoine naturel et paysager (ou LPrnP) fait encore parler d'elle dans la motion de **Marc-Olivier Buffat** : notre député a déposé cet objet qui demande au Gouvernement de modifier le règlement de la loi en dispensant les propriétaires de l'obligation de compenser un arbre abattu si la parcelle est suffisamment arborée.

L'intelligence artificielle est et reste un sujet d'actualité. Dès lors, **Michaël Wyssa** a déposé un postulat en son nom ainsi qu'en celui de **Marc-Olivier**



Buffat et de **Nicolas Suter** demandant au Gouvernement de produire un rapport concernant l'implémentation de l'IA et ses conséquences dans plusieurs domaines distincts. Concernant la santé, ils souhaitent savoir entre autres quels investissements sont à prévoir pour une implémentation adéquate alors que dans le domaine de la justice, les auteurs se demandent comment l'État veillera à ce que l'utilisation de l'IA respecte les principes de transparence, d'équité et de protection des données dans les processus judiciaires. L'enseignement et la formation ne sont pas en reste, puisqu'il est ici demandé comment l'État compte gérer la sensibilisation des élèves aux opportunités et aux limites de l'IA. Le postulat se termine en demandant comment l'IA pourra soutenir le travail administratif

dans tout service ou département de l'État où cela serait utile.

Ce postulat faisait ainsi partie des neuf objets parlementaires déposés lors de la dernière séance tenue avant l'écriture de ces lignes, dont vous pourrez, comme à l'accoutumée, retrouver le détail en scannant le traditionnel QR-Code. Cinq de ces dépôts sont décrits dans l'article de notre présidente figurant au début de la présente édition de votre journal politique préféré.

Rendez-vous le mois prochain !



AGENDA

Bloquez les dates !

PLR Vaud

CONGRÈS

- Jeudi 28 novembre 2024, 19:30 jusqu'à 22:00
Palézieux
- Mercredi 26 mars 2025, 19:30 jusqu'à 22:00
Yvonand, Salle polyvalente
- Mercredi 25 juin 2025, 19:30
- Mercredi 1^{er} octobre 2025, 19:30
- Jeudi 27 novembre 2025, 19:30

RENTRÉE POLITIQUE

- Mardi 12 août 2025, 10:00

BRUNCH

- Dimanche 24 août 2025, 10:00

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

- Samedi 6 septembre 2025, 09:00-13:00

REPAS DE SOUTIEN

- Jeudi 6 novembre 2025, 18:00



PROCHAINE PARUTION

Uniquement électronique

- Mercredi 18 décembre 2024

DÉLAI RÉDACTIONNEL

- Lundi 9 décembre 2024

Un seul slogan :

abonnez-vous
à **TRIBUNE**...

Efficiency de l'État, y a-t-il une alternative à Elon Musk ?



par Nicolas Suter,
député, président
du Groupe PLR au Grand Conseil

L'État de Vaud est une grande organisation, complexe et structurée en sept départements, l'introduction de mesures d'efficacité ne va pas sans poser des défis majeurs. Chaque département poursuit des objectifs spécifiques, dictés par ses missions propres.

L'efficacité suppose des changements organisationnels, tels que la mutualisation des services, la simplification des procédures ou l'automatisation des tâches. Toutefois, dans une structure de gouvernance politique multi-départements, ces réformes se heurtent à des résistances institutionnelles et humaines. Chaque département possède sa propre culture organisationnelle, ses modes de fonctionnement et des pratiques souvent bien ancrées.

Le changement est perçu comme une menace pour les acquis en place. Cette résistance, qu'elle soit passive ou active, peut freiner les initiatives d'efficacité, notamment si elles impliquent des suppressions de postes ou une redistribution des responsabilités. Cela ralentit le déploiement des réformes ou les rend inopérantes. L'application de mesures transversales est perçue comme une ingérence et une menace à l'autonomie des départements.

Lors du processus budgétaire, une structure fragmentée en département, n'encourage pas les initiatives d'efficacité ou d'économie de ressources. L'effort consenti par un département ou un service pourrait bénéficier à un autre, il y a clairement une prime à l'immobilisme: «*Le premier qui bouge a perdu*». Finalement, lorsqu'on envisage un travail sur l'efficacité, il est important de définir des critères partagés pour évaluer l'efficacité et suivre les progrès réalisés. Sans outils d'évaluation standardisés, il est impossible de convaincre l'ensemble des personnes impliquées de la pertinence des réformes proposées, sauf lorsqu'on s'appelle Elon Musk et qu'on a comme

seul objectif de démanteler l'État, ce qui n'est clairement pas la vision de notre parti.

On le voit bien, la décentralisation qui caractérise l'organisation de l'État, bien qu'ayant de nombreuses vertus, n'est pas un gage de succès lorsqu'il s'agit d'améliorer l'efficacité d'une telle organisation. Une initiative d'envergure telle que notre Canton en a besoin actuellement en matière d'efficacité doit se faire de manière transversale en se basant sur des outils de mesure adaptés et partagés permettant un suivi transparent de l'impact des réformes.

Il est essentiel de saisir l'importance d'un travail de fond sur les procédures et l'organisation de l'État, le Groupe PLR au Grand Conseil va poursuivre

son travail sur le long terme dans ce domaine. Ceci pour la prospérité de notre Canton et la pérennisation des prestations fournies aux citoyennes et citoyens vaudois.

L'application de mesures transversales est perçue comme une ingérence et une menace à l'autonomie des départements.

||||| publicité |||||

Machines-Services – Bernard Thonney



Vente et réparation de toutes
marques de tondeuses,
tronçonneuses, fraiseuses,
scarificateurs, débroussailluses,
machines viticoles et communales.

Route du Jorat 8
1073 Mollie-Margot
021 781 23 33
079 310 56 66
b.thonney@bluewin.ch
www.machineservices.ch

Pour finir, le PLR ne demande pas dans son papier de position un véritable changement de la législation sur l'asile; le PLR exige simplement l'application plus complète de la loi actuelle. Contrairement à l'UDC, nous continuons à respecter le droit international, notamment en ce qui concerne le droit de demander l'asile et le respect du principe de non-refoulement. Nos élus continuent aussi à insister sur l'investissement pour l'intégration des réfugiés qui fera d'eux une grande source de main-d'œuvre. Toutefois, l'exécution des renvois est aussi prévue dans la loi et elle mérite d'être respectée dans un État de droit exemplaire tel que le nôtre.



CAVE DE LA CRAUSAZ

FÉCHY



Buttems frères S.A.
 Chemin de la Crausaz 3
 1173 Féchy
 021 808 53 54
www.cavedelacrausaz.ch
 Ouvert du lundi au samedi

Cave de la Crausaz - Féchy AOC La Côte
 CHF 8.70 la bouteille

Offre spéciale
carton de dégustation

5 x 70 cl.
Cave de la Crausaz Féchy
 Féchy AOC La Côte

CHF 43.50

5 x 70 cl.
Cave de la Crausaz rouge
 Les Bourrons, assemblage

CHF 43.50

5 x 70 cl.
Rosé La Crausaline
 Pinot Noir

CHF 45.00

Prix du carton

CHF 132.00

Sous réserve de changements

Je commande _____ **carton(s) de dégustation**
livré(s) à mon domicile pour la somme de
132.00 par carton (uniquement en Suisse).
Frais de livraison offerts

Nom : _____

Prénom : _____

Rue : _____

NP/lieu : _____

Tél. _____

Signature : _____

TRIB

Le PLR Vaud a besoin de vous

Aidez-nous à préparer les prochaines campagnes. **Chaque franc compte...**



Vous pouvez faire un don dès aujourd'hui en utilisant le bulletin et le QR Code ci-dessous.

D'ores et déjà un grand **merci** pour votre soutien, fut-il modeste.

Grâce à vous le PLR Vaud peut continuer à s'engager avec conviction en faveur de nos valeurs et d'un canton fort, sûr et prospère.

Également par Twint



Récépissé

Compte / Payable à
CH77 0900 0000 1245 1087 0
PLR.Les Libéraux-Radicaux Vaud
Place de la Riponne 1
1005 Lausanne

Payable par (nom/adresse)

Monnaie Montant
CHF

Point de dépôt

Section paiement



Monnaie Montant
CHF

Compte / Payable à

CH77 0900 0000 1245 1087 0
PLR.Les Libéraux-Radicaux Vaud
Place de la Riponne 1
1005 Lausanne

Payable par (nom/adresse)

Empêchons la main-mise de l'État sur les actifs de prévoyance !



Les personnes qui travaillent dur toute leur vie, qui font des choix en renonçant chaque année à certaines choses et qui épargnent activement pour leur retraite, ne doivent pas passer à la caisse.

Le Conseil fédéral doit renoncer à l'augmentation des impôts (2^e et 3^e piliers) au détriment des citoyens économes. Le PLR combatta cette attaque contre la classe moyenne.



Signons dès maintenant la pétition du PLR Suisse sur impot-prevoyance-non.ch

publicité

50¹⁹⁷⁴
2024
ans

 **prodima**[®] mixers



Les PME et grandes entreprises nous font confiance.



NOUS CHERCHONS

EMPLOYÉ(E) TECHNICO - COMMERCIAL

formation Ing. EPFL ou ETS
F / ALL / (ANG UN PLUS)
permis de conduire
n'ayant pas peur de voyager

UN NOUVEL ATELIER

si possible dans la région
de St-Sulpice
env. 150 m², max. 200 m²

PRODIMA MIXERS SA - Tel. 021/ 691 40 05 - 1025 St-Sulpice - info@prodima.ch - www.prodima.ch

Europe-Amérique : le fossé atlantique



par Pierre Schaeffer

L'élection de Donald Trump à un second mandat présidentiel représente un double échec pour l'Europe. La réélection en 2024 du président battu en 2020 est souvent présentée dans les médias occidentaux comme celle d'un personnage imprévisible, autoritaire et, accusation suprême, populiste. C'est là précisément l'autre échec de l'Europe qui voit revenir à la Maison-Blanche un président « nuisible », selon un ancien président français, aux intérêts de l'Europe.

Par-delà ces échecs, c'est un double malentendu qui a prévalu en Europe. Malentendu historique lié à l'incompréhension, voire à l'ignorance de la démocratie américaine par les anciens colonisateurs de la Nouvelle-Angleterre.

Trump s'est habilement drapé dans les grands mythes de l'histoire des États-Unis, en particulier le fondement moral de l'action publique quand il invoque la Providence, quand il déclare vouloir écrire l'Histoire, manière de se situer dans une perspective longue, celle de l'Amérique des Pères fondateurs. Cet héritage, c'est celui de l'immigration européenne, celle des Allemands au XIX^e siècle dont est issue la famille Trump, qui, aujourd'hui, se dresse contre l'immigration de masse venue de l'hémisphère sud.

On est là au cœur du second malentendu européen, celui qui entoure l'élection de Trump, soupçonné d'isolationnisme dont l'expression ne tiendrait pas seulement à l'immigration, mais aussi au commerce international et à la défense. Trump est soupçonné de revenir au protectionnisme qu'il avait déjà esquissé pendant son premier mandat, en désignant deux cibles : l'Europe et l'Asie. Il n'y a pourtant là rien de nouveau dans une Amérique qui subit un lourd déficit de ses finances extérieures, déjà dénoncées

il y a un demi-siècle après la dévaluation du dollar par Nixon pour solder l'héritage Kennedy.

Trump se situe dans le droit fil des présidents républicains qui, sur le plan de la défense, ne sont pas entrés en guerre, contrairement aux démocrates, Wilson et Roosevelt au XX^e siècle. Les réformes lancées par Trump pendant son premier mandat présidentiel seront confirmées, mais il ne s'agira pas d'une surprise, celle d'un président réputé imprévisible. C'est dans ce domaine que se situera la position des États-Unis, déjà exprimée par Trump dans le conflit ukrainien, avec son corollaire de la capacité de l'Europe à relayer l'assistance militaire et financière des États-Unis.

Après une campagne et une élection observée avec suspicion en Europe, le constat reste celui de la difficulté de cette même Europe à intégrer dans sa vision du monde sa « *Weltanschauung* », l'héritage américain, tant sur le plan moral que politique, représenté au XIX^e siècle par le sort réservé en Europe au legs de cette lointaine démocratie, le fédéralisme qui ne sera importé que par la Suisse en 1874 dans sa Constitution, à l'exclusion du régime présidentiel rejeté en Europe au profit du parlementarisme. Plus que jamais, et l'élection de Trump en est la vivante expression, les rives de l'Atlantique sont battues par l'océan.

publicité



**Gaudard
Energies**

Av. de Boveresses 54,
1010 Lausanne
021 711 12 13
info@gaudard.ch

Toute une époque... c'était le bon temps

par Fabienne Guignard

Ras-le-bol de Donald, ras-le-bol d'Olaf, ras-le-bol de Vladimir, de Jinping, d'Emmanuel et Joe. Il n'y a plus rien à dire de drôle sur eux... Ils m'énervent cette équipe qui dirige le monde. Recep, pas mieux, Benjamin, la cata, les Iraniens, le Hamas, le Hezbollah, on en parle même pas. Et les Talibans... Et Jung-Un... Vous vous imaginez où en est le monde...

Alors je préfère me souvenir des moments joyeux de nos élites qui avec leurs frasques à répétition, leurs imperfections humaines apportaient un peu de gaieté dans cette chronique *Frivolités essentielles*. Petit cours d'histoire pour les petits jeunes et un peu de nostalgie pour les anciens...

Qui se souvient de la dépression du chien de Jacques Chirac? *Sumo*. Il était tombé en dépression. Ne riez pas! C'était bien triste parce qu'il est mort. Lorsque Jacques et Bernadette ont dû quitter l'Elysée pour aller s'installer dans un appartement somptueux, prêté par la famille de l'ancien premier ministre libanais assassiné au centre de Paris.

Et bien, *Sumo* un petit bichon maltais, qui avait l'habitude de gambader dans le parc de l'Elysée se retrouvait coincé avec son papa qui sortait plus beaucoup. Bref *Sumo* est tombé malade. Rien à faire, il en est mort de tristesse. L'amour de Jacques n'aura pas suffi. Faut dire aussi qu'il n'était plus un jeune homme notre *Sumo*. Pour ne pas laisser Jacques seul à la maison, à la retraite, il avait fait un AVC tout de même, il a repris un petit animal, *Sumette*, un petit bichon aussi. Mais ils ont dû le piquer finalement car elle était agressive et attaquait Jacques à la maison.

Pendant ce temps-là Bernadette, en pleine forme, courait les cocktails parisiens avec son petit sac *Dior* bleu roi dont elle ne se séparait jamais, tandis

qu'il regardait le foot à la télé avec son plateau repas. Bernadette, c'était une personnalité incroyable de cette époque. Elle a été moquée puis starisée à la fin. Elle vit toujours avec ou sans chien. On ne sait pas. On l'avait relouée la moindre... Elle a même écrit ses mémoires, un succès de librairie où elle racontait les tromperies de son mari. Infidèle, ça il l'était et de notoriété publique. Il draguait et passait à l'acte. Un homme d'action quoi. Un petit scandale tout de même étouffé... On l'a cherché sans succès toute la nuit de l'accident mortel de Lady Di. C'est Juppé qui a dû prendre le relais pour les paperasseries protocolaires et l'accueil du prince Charles. Et notre Jacques qui se radine à 8 heures du matin tout guilleret, et pour cause. Il ne savait rien. Il avait passé la nuit dans les bras de Claudia Cardinale. C'était le bon temps de *Frivolités*. Faut dire qu'il était beau notre Jacques. Il plaisait beaucoup. Lui, les toilettes non genrées, ça le ferait bien rigoler...

Il y a aussi eu Silvio et Nico. Les deux chefs d'État qui risquaient de passer un bout de temps dans une prison.

On l'imaginait glamour forcément. Milliardaire, amateur de *Ray-Ban*. Silvio a été condamné à un travail d'intérêt général dans l'équivalent d'un EMS psychogériatrique. Il y arrivait le matin dans sa limousine et repartait le soir diriger son parti Forza Italia. Il n'y a qu'en Italie que cela était possible.

Nico se fait larguer en pleine campagne présidentielle par sa femme qui le trompe avec un magnat de la publicité et s'enfuit avec son nouvel amant à New York. Mais Nico, tel un chat, retombe toujours sur ses pattes. Il tombe amoureux follement, immédiatement, lors d'une soirée privée chez Jacques Séguéla de la fameuse mannequin sulfureuse Carla Bruni et l'épouse deux mois plus tard. La belle et la bête. Et ça dure toujours...

Angela a marqué son temps de ses tenues vestimentaires. Comme Rose-lyne Bachelot. Toujours le même modèle. Une petite nuance, deux ou trois boutons. Mais dans toutes les teintes. Elle aimait la couleur notre Angela. Et suivant la teinte du jour, on pouvait imaginer son humeur. Le gris ou le brun, pas bon. Mais bleu ciel ou

rose, ce sera un bon jour. Ça ne l'a pas empêchée d'être méchante avec mon deuxième chouchou déclaré, le bel Alexis Tsipras. Ah j'oubliais mon premier chouchou et c'est toujours le cas: le beau, l'élégant Dominique de Villepin. Fan de course à pied, le voilà à courir sur les plages de Normandie, jambes nues et bronzées devant toutes les caméras de télévision qui se régalaient du spectacle tandis que Nico buvait un café sur une terrasse à l'attendre. Nico que ministre de l'intérieur et Dominique premier ministre. Le petit et le grand. Tout se finira par des procès... Ils ont tous les deux septante ans... Comme Hollande qui prédisait à lui tout seul la pluie et le beau temps. Ah les amis, c'était vraiment le bon temps...

Qui se souvient de la dépression du chien de Jacques Chirac?

